

Étude des crédits 2020-2021

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2020

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

ENDROIT	DU	AU	PERSONNE PARTICIPANTE	BUT DU VOYAGE	COÛT
Paris, France	2019-12-17	2019-12-20	Alexis Eisenberg (Conseiller à la PDG)	Participation à l'ADEME : Entente de collaboration; assises de l'économie circulaire, consigne Participation à CITEO : Modernisation collecte sélective et consigne, économie circulaire, récupération hors foyer Participation à Zero Waste France : modernisation consigne	763 \$
Niagara-on-the Lake, Ontario	2019-09-17	2019-09-19	Hélène Gervais (Agente de développement industriel)	Participation au CE100 Acceleration Workshop sur l'économie circulaire de la Fondation Ellen MacArthur	301 \$
Vancouver, Colombie- Britannique	2019-10-28	2019-11-08	Sophie Langlois-Blouin (Vice-présidente Opérations)	Participation : • Conseil d'administration du Conseil national zéro déchet (CNZD) • Rencontres de travail avec le CNZD sur les plastiques et la réduction du gaspillage alimentaire • Zero Waste Conference • Session du CCME sur les programmes de REP pour les plastiques • Canadian Stewardship Conference	3 771 \$
Vancouver, Colombie- Britannique	2019-11-05	2019-11-08	Sophie Langlois-Blouin (Vice-présidente Opérations) Dominique Potelle (Directrice des opérations) Sophie Cantin (Agente de développement industriel) François Regnaud (Agent de développement industriel)	Participation Canadian Stewardship Conference	5 629 \$
Helsinki, Finlande	2019-06-01	2019-06-07	Sophie Langlois-Blouin (Vice-présidente Opérations) Étienne Angers (Agent de développement industriel)	Participation au World Circular Economy Forum	7 265 \$
Calgary, Alberta	2019-09-09	2019-09-11	Stéphane Devernal (Vice-président Gestion financière) Alexis Eisenberg (Conseiller à la PDG)	Aller voir le fonctionnement et rencontrer les gestionnaires d'autres systèmes de consigne au Canada, tels que ceux de l'Alberta et de la Colombie- Britannique, et sur lesquels Recyc-Québec s'inspire afin d'alimenter sa réflexion sur la modernisation de la consigne au Québec	1 776 \$
Vancouver, Colombie- Britannique	2019-09-11	2019-09-12	Stéphane Devernal (Vice-président Gestion financière) Alexis Eisenberg (Conseiller à la PDG)	Aller voir le fonctionnement et rencontrer les gestionnaires d'autres systèmes de consigne au Canada, tels que ceux de l'Alberta et de la Colombie- Britannique, et sur lesquels Recyc-Québec s'inspire afin d'alimenter sa réflexion sur la modernisation de la consigne au Québec	2 501 \$
Victoria, Colombie- Britannique	2019-11-03	2019-11-05	Stéphane Devernal (Vice-président Gestion financière) Frédéric Dutil (Agent de développement industriel)	Participation à la rencontre annuelle des membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA)	3 539 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ENDROIT	DU	AU	BUT DU VOYAGE	COÛT
Saguenay, Québec	2019-10-22	2019-10-23	Remise des certificats Tournée IOR	399 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

PUBLICITÉ			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
GOOGLE	Campagne de sensibilisation sur les matières organiques par recherche de mots clés dans Google	377 \$	S.O.
FACEBOOK	Publications Facebook pour Tournée IOR+, Campagne REAL et LISE et autres sur matière organique	1 734 \$	S.O.
MÉDIA QMI INC.	Publicité dans Journal de Montréal - bannière Ti-Mé	2 000 \$	S.O.
LINKEDIN IRELAND UNLIM	Campagne Web Réal et Lise sur la réduction à la source	2 000 \$	S.O.
PUBLICATIONS BLD INC.	Publireportages dans magazines jeunesse (Les Débrouillards, CURIUM...)	7 200 \$	Avec contrat
LA PRESSE, LTEE	Placements publicitaires / Portes ouvertes dans les centres de tri	7 500 \$	S.O.
COSSETTE COMMUNICATION INC.	Diffusion TV capsule web RDD	7 726 \$	Avec contrat
10684210 CANADA INC. (MÉTRO MÉDIA)	Publicité dans le Journal Métro	20 832 \$	Avec contrat

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

PRODUCTION			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
MARQUIS IMPRIMEUR INC.	Accessibilité web pour le plan stratégique 2017-2022	450 \$	S.O.
O2 WEB SOLUTIONS INC.	Production d'un micro-site pour le rapport annuel 2018-2019	530 \$	S.O.
LG2 QUÉBEC INC.	Réalisation d'une animation pour Centre Bell	656 \$	S.O.
CLENCHE	Montage graphique pour le magazine jeunesse Curium	850 \$	S.O.
MAÎTRE D INC.	Conception visuelle d'un gabarit courriel Outlook pour l'infolettre interne	1 575 \$	S.O.
ARDOISE DESIGN COMMUNICATIONS INC.	Production d'une infographie pour le plan action PQGMR 2019-2024, Conception et mise en page du plan stratégique 2017-2022	4 643 \$	S.O.
LES PRODUCTIONS OOMF INC.	Réalisation de deux capsules vidéo avec porte-parole pour la Coupe Rogers 2019	8 000 \$	S.O.
JACQUELINE OTIS	Infographies et montages graphiques variés	8 788 \$	S.O.
AGENCE DIALEKTA INC.	Campagne portes ouvertes dans les centres de tri	14 848 \$	Avec contrat
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC.	Production de la campagne intégrée portant sur la gestion des matières résiduelles (GMR)	15 400 \$	S.O.
PÉNÉGA COMMUNICATION INC.	Production du rapport annuel 2018-2019	22 425 \$	Avec contrat

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
3R MCDQ	23e Congrès Constrution ReCycle.	10 000 \$
ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELS DU VIEUX-GATINEAU	Valorifête 2019 - Design Vert.	2 500 \$
ASSOCIATION DES MICROBRASSERIES DU QUÉBEC	Congrès AMBQ 2019.	5 500 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE ZÉRO DÉCHET	Festival Zéro Déchet.	10 000 \$
BOUGEMBOUGE	Bouge Bouge Outaouais - Île Perrot et Verdun.	500 \$
CETEQ	Gala EnviroLys.	10 000 \$
COMITÉ DE LA FÊTE NATIONAL DE LA SAINT-JEAN INC.	Fête nationale du Québec à Montréal.	5 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTRÉAL	Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal.	5 220 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT SAGUEN	Atelier de la GMR pour une ERE secondaire	1 000 \$
COOP FA	24h Scol'Ère - Grand Prix provincial de la Bourse du carbone Scol'ERE.	5 000 \$
LES VALORISTES, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	Dépôt Consigne 2019 (Coop les Valoristes)	8 000 \$
CORPORATION DES ÉVÉNEMENTS DE TROIS-RIVIÈRES	Délices d'automne - 20e édition	7 000 \$
CORPORATION DU MOULIN LÉGARÉ	Festival de la galette et des saveurs du terroir	1 500 \$
CONSEIL QC DES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES (CQEER)	Les Vivats	13 000 \$
CYCLO NORD-SUD	Les Cyclofolies	500 \$
ÉCOBÂTIMENT	Colloque "Valoriser les bâtiments existants".	2 500 \$
ÉCOSPHÈRE	Foire Écosphère , Québec, Gatineau, Montréal et Magog.	8 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
ENVIRONNEMENT JEUNESSE	Salon des artisans récupérateurs.	5 000 \$
ÉVÉNEMENTS HARRICANA	Ultra-Trail Harricana du Canada.	3 500 \$
FESTIVAL DE MONTGOLFIÈRES DE GATINEAU INC.	Le Festival de montgolfières de Gatineau.	5 000 \$
FESTIVAL DES FROMAGES FINS DE VICTORIAVILLE	Virage Vert - Festival des vins & fromages fins de Victoriaville (Bouffe & Traditions de Victoriaville).	2 000 \$
FESTIVAL ZOOFEST	Zoofest.	15 000 \$
FÊTES LATINES DE MONTRÉAL	Fêtes latines de Montréal	1 500 \$
FHV - PARRAIN OSBL RUES PRINCIPALES VERCHÈRES	Fête Halloween Verchères.	1 000 \$
FONDATION SOLIDARITÉ JEUNESSE	Journée Normand-Maurice.	2 500 \$
FQM	Congrès annuel de la FQM.	19 845 \$
FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS	19e édition de la Semaine québécoise de réduction des déchets (SQRD)	15 000 \$
LA NOCE SAGUENAY	Festival La Noce.	2 000 \$
LA TABLE DE QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE, PROJET 200 PORTES HM	Fête de la famille Hochelaga-Maisonneuve.	1 500 \$
LE FESTIF!	Le Festif de Baie-Saint-Paul.	13 500 \$
LES RÔTISSERIES ST HUBERT LTÉE	Cocktail bienvenue congrès St-Hubert.	2 500 \$
MÉMOIRE ET RACINES	25ième édition du Festival Mémoire et Racines.	5 000 \$
NATURE-ACTION QUÉBEC	Clé verte.	2 000 \$
NOVAE COMMUNICATIONS INC.	Forum Plastique 2019.	10 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
UQAM - OBSERVATOIRE DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE	10e anniversaire du Baromètre de la consommation responsable.	10 000 \$
POLYCARBONE	Accompagnement communauté polytechnicienne vers alimentation + durable.	1 500 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Distinctions 2019.	2 000 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Colloque Matière résiduelle.	12 000 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Salon des technologies environnementales du Québec (Salon des TEQ).	4 250 \$
SOCIETE DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DES ARTS ET DE LA CULTURE	Festival MTL en arts/Ça déménage.	2 000 \$
SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU	Fête des neiges de Montréal 2020.	8 500 \$
SUPERBE CULTURE RIVE NORD	Festival Santa Teresa.	7 000 \$
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)	Assises de l'UMQ.	8 875 \$
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Rendez-vous de l'économie circulaire: Agir pour transformer.	3 962 \$
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR	Bazar du réemploi de Mercier-Ouest en fête / Fête de quartier Mercier-Ouest en fête	1 500 \$
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR	Déparathlons de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2e édition) et Rosemont-La-Petite-Patrie (1ere édition).	500 \$
SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE	Exposition "La Petite Vie"	14 750 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° G03

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

POUR 2019-2020 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/accès-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G04

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense.

Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les

PUBLICITÉ - VENTILATION 2019-2020		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
GOOGLE	Campagne de sensibilisation sur les matières organiques par recherche de mots clés dans Google	377 \$
FACEBOOK	Publications Facebook pour Tournée IOR+, Campagne REAL et LISE et autres sur matière organique	1 734 \$
LINKEDIN IRELAND UNLIM	Campagne Web Réal et Lise sur la réduction à la source	2 000 \$
COSSETTE COMMUNICATION INC.	Diffusion TV capsule web RDD	7 726 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° G05

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	COÛT GLOBAL
Tournée pour la remise des attestations ICI on recycle + (automne 2019)	Remise des attestations aux entreprises qui ont atteint le niveau 3	15 130 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G06

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	MONTANT
ACA	Formation en anglais des affaires	6 524 \$
INFOPRESSE	Élaborer une campagne marquante	829 \$
CITOYEN OPTIMUM	L'univers médiatique québécois	14 700 \$
HEC	L'Art de la critique constructive: le levier d'une saine communication	95 \$
COMMUNICATIONS GRENIER INC.	Développer des stratégies de marketing numérique performantes	495 \$
GROUPE CFC	Persuasion et communication d'influence	1 820 \$
INFOPRESSE	Gérer une crise	829 \$
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	Journée des communications gouvernementales 2020	- \$
GROUPE CFC	Communiquer et collaborer pour accroître la synergie (à chacun sa couleur)	5 332 \$
LA BOITE B2P	Formation atelier MailChimp	1 500 \$
INFOPRESSE	Rendez-vous marketing	479 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G07

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
-

Aucune dépense

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant
AFI Expertise inc.	Formation - Intelligence d'affaires - Le rôle de l'analyste d'affaires dans un contexte BI et Mise en valeur de	1 600 \$
Boite B2P, La	Formation - Utilisation de l'application Mailchimp	1 500 \$
Brisson Legris	Service d'aide à la réintégration professionnelle et évaluation d'employée.	4 810 \$
CEDROM SNI	Renouvellement de licences pour revue de presse (2020-2021)	6 619 \$
Chuck & Transformation numérique inc.	Évaluation des besoins en transformation numérique pour RECYC-QUÉBEC	4 655 \$
Citoyen relation S.E.C.	Formation - Porte-parole	24 500 \$
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement	Étude sur les besoins de main-d'œuvre filière matières résiduelles - centres de tri	21 132 \$
Communications Transcript	Traduction de la base de données de l'application Ça va où?	3 427 \$
Conseillers trigone inc., les	Coaching	11 400 \$
Deloitte inc.	Étude sur la filière du gypse synthétique et le potentiel de valorisation résiduel au Québec	18 928 \$
Edgenda	Atelier expérientiel avec JF Lavallée : Innovation et	3 900 \$
Éditions Protégez-vous, les	Création d'un score de réparabilité à l'intention des consommateurs	22 475 \$
Épicerie Loco Ahuntsic.inc.	Projet de mise en place d'un centre de distribution pour des épiceries zéro déchet	20 000 \$
Ergonométrie inc.	Services d'ergonomie	917 \$
Experts-Conseils STATEX	Évaluation des besoins dans le cadre d'une caractérisation	4 465 \$
François Lafortune	Ateliers de formation - Normes ISO-14064-1 et 14064-2	2 060 \$
GoSecure inc.	Service de gestion des coupe-feu	15 360 \$
Hardy, Normand et Associés S.E.N.C.R.L.	Réalisation d'un audit des calculs des compensations annuelles pour l'année 2019	8 950 \$
Hewlett Packard (Canada)	Contrat d'assistance HPE 2M2232020J (matériel HP)	9 119 \$
Hôtel Best Western	Location pour la tenue d'un événement - Équipe Pneus	2 000 \$
Immotik Inc.	Maintenance des systèmes immotiques	957 \$
Interscript	Production d'un document accessible selon la norme SGQRI 008-02	1 110 \$
Jacqueline Otis	Services de graphisme	10 000 \$
Magalie Poulin - Service conseil	Honoraires professionnels	2 000 \$
Manoir du Lac Delage	Location d'une salle - Événement de Noël 2020	7 500 \$
Marketing Léger Inc.	Évaluation de l'impact de la campagne Recycle Médias 2019	9 700 \$
Média QMI	Renouvellement de licences pour revue de presse (2020-	731 \$
Metro Média	Parutions (12) dans les médias de Métro Média	24 999 \$
Mosaic Sales Solutions Canada	Animation du kiosque RQ et gestion des bénévoles de	13 374 \$
NH Photographes Ltée	Service de photographe pour la tournée IOR+	2 400 \$
Nissan Prestige S.E.C.	Location d'un véhicule électrique (48 mois)	20 874 \$
Normandin Beaudry	Accompagnement en évaluation des emplois	488 \$
Nümad	Soutien pour l'application Lync 2013	2 200 \$
O2 Websolutions Inc.	Maintenance et hébergement du site web de RECYC-	15 700 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant
Osedea Inc.	Modification apportées à l'application mobile «Ca va où»	12 200 \$
Poste Canada	Réacheminement du courrier (COVID)	569 \$
Présent	Ressource temporaire - Administrateur réseau	1 250 \$
Production OOMF inc.	Production de "capsules vertes" dans le cadre de la Coupe Rogers 2019	8 000 \$
Publication BLD inc.	Publications de RECYC-QUÉBEC dans des magazines	15 255 \$
Quantum	Service de recrutement et de remplacement temporaire.	18 043 \$
Regroupement des Récupérateurs et des Recycleurs de Matériaux de Construction et de Démolition du Québec (3RMCDQ)	Réalisation d'une vidéo de promotion du secteur CRD	10 000 \$
Réunion D sens	Location d'une salle et service de traiteur (IGOPP et RECYC-QUÉBEC)	1 325 \$
Richter	Réalisation du plan triennal d'audit interne 2019-2022	24 500 \$
Signé François Roy inc.	Installation du kiosque de RECYC-QUÉBEC - Coupe Rogers	1 750 \$
Société du Palais des congrès de Montréal	Location de salle - Assises québécoises de l'économie circulaire	16 934 \$
Société Pierre Boucher	Accompagnement personnalisé du comité de modernisation de la collecte sélective	23 000 \$
Valoristes, Coopérative de solidarité	Accompagnement stratégique - Coopérative des Valoristes	15 000 \$
Zsolution conseil	Formation - Présentez efficacement pour convaincre et mobiliser votre auditoire	2 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° G09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;**
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° G10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) une description de son mandat;**
 - f) la date de début de son contrat;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat;**
 - h) sa rémunération annuelle.**
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° G11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;**
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.**

Aucun

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

QUESTION GÉNÉRALE N° G12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
 - b) la nature du projet;**
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.**
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**
-

Référer à la réponse de la question 11.

QUESTION GÉNÉRALE N° G13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;	210 \$
b) le mobilier de bureau;	- \$
c) l'ameublement;	- \$
d) la décoration et l'embellissement;	- \$
e) le distributeur d'eau de source;	- \$
f) le remboursement des frais de transport;	15 386 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement;	7 424 \$
h) le remboursement des frais de repas;	2 527 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	- \$
I. a) au Québec;	11 024 \$
II. b) à l'extérieur du Québec.	8 236 \$

Ces montants représentent les dépenses pour la PDG et les deux vice-présidences.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;	Non pertinent à l'étude des crédits
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;	Non pertinent à l'étude des crédits
c) les coûts d'acquisition des appareils;	8 210 \$
d) le coût d'utilisation des appareils;	15 564 \$
e) le coût des contrats téléphoniques;	Le coût d'utilisation inclut le coût des contrats
f) les noms des fournisseurs;	Non pertinent à l'étude des crédits
g) le nombre de minutes utilisées;	Non pertinent à l'étude des crédits
h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;	Le coût d'utilisation inclut les frais d'itinérance
i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;	- \$
j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;	- \$
k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	Non pertinent à l'étude des crédits

Note : Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société et plusieurs employés n'ont qu'un ordinateur portable et aucun ordinateur de bureau.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/contrats-depenses-telecom-2019-2020.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021:

	2020-2021 (estimé)	2019-2020	2018-2019	2017-2018
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus	Voir annexe G15-A-B			
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins	Voir annexe G15-A-B			
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	-	254 jrs	-	-
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi	Voir annexe G15-D			
e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	-	915 hrs	-	-
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel	-	124 jrs	-	-
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi	Voir annexe G15-G			
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Question non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.			
i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021:

	2020-2021 (estimé)	2019-2020	2018-2019	2017-2018
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)	Voir annexe G15-J			
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir	-	7	-	-
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	-	0	-	-
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions)	Voir annexe 15-M			
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
o) le nombre d'employés permanents et temporaires	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi		"aboli au net" 0		
r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.			
s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	-	1	-	-

QUESTION GÉNÉRALE N^o G15
ANNEXE G15-A-B

le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

a)

Plus ou égal à 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	12 cadres	5 M	7 F	0	0	0	1
	40 professionnels	19 M	21 F	0	0	0	9
	5 soutiens	0 M	5 F	0	0	0	2
	11 techniques	3 M	8 F	0	0	0	4
Total	68 employés	27 M	41 F	0	0	0	16

b)

Moins de 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	0 cadres	0 M	0 F	0	0	0	0
	10 professionnels	3 M	7 F	0	0	0	3
	1 soutiens	0 M	1 F	0	0	0	0
	2 techniques	1 M	1 F	0	0	0	1
Total	13 employés	4 M	9 F	0	0	0	4

QUESTION GÉNÉRALE N° G15
ANNEXE G15-D

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
Cadres (excluant PDG)	0				0.00 \$
Professionnels	43	3			76 989.29 \$
Soutiens	6				3 769.75 \$
Techniques	10	2			14 145.52 \$
Total employés	59	5	0	0	94 904.56 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G15
ANNEXE G15-G

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
Cadres (excluant PDG)	2	9			149 573.14 \$
Professionnels	8	42			299 614.81 \$
Soutiens	2	4			23 512.44 \$
Techniques	2	11			45 370.61 \$
Total	14	66	0	0	518 071.00 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G15
ANNEXE G15-J

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

	2019-2020		2018-2019		2017-2018	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	9	3	8	3		
Professionnels	38	8	38	7		
Soutiens	4	2	4	2		
Techniques	12	0	13	0		
Total	63	13	63	12		

QUESTION GÉNÉRALE N° G15
ANNEXE G15-M

m) le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions)

	2019-2020		2018-2019		2017-2018	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	9	3	8	3		
Professionnels	41	9	39	7		
Soutiens	4	2	4	2		
Techniques	12	1	13	1		
Total	66	15	64	13	0	0

QUESTION GÉNÉRALE N° G16

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de:

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; 3

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021
c) les indemnités de retraites qui seront versées

Référer à la réponse de la question 16 a)

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. 0

QUESTION GÉNÉRALE N° G17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse.

A)	
l’emplacement de la location	141, ave du Président-Kennedy, 8e, Montréal, Qc
la superficie totale pour chaque local loué	1 124,23 m. ca. (11800 pi ²)
le coût total de ladite location	354 000 \$ (annuel)
les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2019, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	- \$
la durée du bail	3 ans (le bail se termine le 31 octobre 2020)
propriétaire de l’espace loué	Université du Québec à Montréal

B)	
l’emplacement de la location	300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec
la superficie totale pour chaque local loué	680.70 m.ca (7327 pi ²)
le coût total de ladite location	239 483 \$ (annuel)
les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2019, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	- \$
la durée du bail	9 ans (le bail se termine le 31 mars 2023)
propriétaire de l’espace loué	300 Saint-Paul QUÉBEC INC.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N^o G18

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) les coûts	-	\$
--------------	---	----

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G19

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Référer à la réponse de la question 18.

QUESTION GÉNÉRALE N° G21

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/a-propos/gouvernance/acces-information>

QUESTION GÉNÉRALE N° G22

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2020-2021.
-

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G23

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G24

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévisions pour 2020-2021.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G25

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G26

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Veillez vous référer à la réponse de la question générale 15 Annexe J.

QUESTION GÉNÉRALE N° G27

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G28

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

FOURNISSEUR	NOTE	MONTANT
WOLTERS KLUWER QUEBEC	Abonnement intelliconect accès information	2 591 \$
CLUB DE PRESSE BLITZ	Abonn. annuel club de presse blitz	650 \$
JAGUAR MÉDIA INC.	Abonn.bulletin hebdo Réseau info munic.	1 400 \$
SMK*SURVEYMONKEY CA	Abonnement annuel standard	257 \$
PROTEGEZ VOUS	Abonnement numérique revue Protégez-Vous 2020	42 \$
COGITERRA	Abonnement à la revue Actu-Enviro	194 \$
MGM MANAGEMENT	Abonn. The Stewardship Gazette 2019	1 050 \$
CEDROM- SNI INC.	Contrat Abonn. et licence/revue de presse annuelle	6 619 \$
CISION QUÉBEC INC.	Veille média pour l'entreprise	19 194 \$
NEBIOSOLIDS.INC.	Abonn. annuel Nebiosolids	393 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

QUESTION GÉNÉRALE N° G29

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Référer à la réponse de la question G28.

QUESTION GÉNÉRALE N° G30

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

QUESTION GÉNÉRALE N° G31

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site;
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-

a) Le nom du site Web :

RECYC-QUÉBEC (externe) : <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Le site actuel a été conçu par Brad-O2 WEB Solutions en 2014-2015 et 2015-2016.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le **site actuel** est de 359 868 \$ (74 761 \$ en 2014-2015, 202 002 \$ en 2015-2016 et 83 105 \$ main d'œuvre directe à l'interne en 2015-2016).

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement 2019-2020 : 2 700 \$ (O2 WEB Solutions)

Soutien technique et maintenance 2019-2020 : 19 397 \$ (O2 WEB Solutions)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le site s'est développé en trois phases et une refonte amorcée en 2014 :

- En 1995 et 1998 : fait à l'interne
- En 2001-2002 : 126 735 \$
- En 2014 : 74 761 \$ en développement
- En 2015 : 202 002 \$ en développement

En 1995, création d'un petit site Internet par des professionnels à l'interne.

En 1998, mise à jour (rafraîchissement) du site Internet et création d'un Intranet à l'interne.

En 2001-2002, refonte du site Internet, par la firme Transcontinental 3W. Nouvelle plate-forme facilitant l'intégration des données axées sur nos clientèles. RECYC-QUÉBEC se veut alors la référence en gestion des matières résiduelles au Québec, ce qui nous a amenés au développement de notre site Internet et par la même occasion à la mise à jour des outils pour y parvenir. De plus, avec l'implantation du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec en 2001, et en tant que société d'État, nous avons l'obligation de nous conformer aux règles graphiques du PIV.

En 2014, nous avons amorcé une refonte complète de notre site, car il ne répondait plus aux besoins de nos clientèles ni à ceux de l'organisation. L'ancien site était doté d'un logiciel désuet et complexe qui causait des problèmes techniques fréquents et nous rendait vulnérable aux attaques informatiques. Le site ne pouvait pas non plus répondre au standard d'accessibilité du Conseil du trésor. La refonte a été réalisée par des professionnels à l'externe, soit Absolutnet, Perséides, Consortium Brad-O2Web et Libéo Inc., et à l'interne.

En 2016, la refonte s'est terminée et le site a été mis en ligne le 12 janvier. Le nouveau site est donc maintenant en ligne et fonctionnel.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Les noms de domaines réservés :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

520 \$

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail ICI ON RECYCLE! : <https://icionrecycle.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

À l'interne avec l'aide de la firme Victrix, 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à environ 37 310 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Mise à jour (en cours) : 6 983 \$ (Connexe Technologie Inc.)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) Les noms de domaines réservés :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

45 \$

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail GMR municipal : <https://portailgmr.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Centre de développement Nexio Inc. (Anciennement FusePoint Inc.) en 2009

c) Les coûts de construction du site :

Le coût de construction du Portail GMR s'élève à 385 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

○ Avril 2014 à mars 2015 : 177 873 \$

Le premier Portail GMR a été mis en service en 2009, des mises à jour ont été réalisées depuis mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter les besoins du programme GMR. En 2014-2015, la refonte du Portail GMR municipal a été effectuée par la firme Alithya. Le nouveau Portail GMR a été conçu afin que, chaque année, les organismes municipaux déclarent leurs coûts associés à la Gestion des Matières résiduelles sur le territoire pour lequel ils détiennent au moins une compétence. Ce nouveau Portail a été mis en service en mars 2015.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne des mises à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines:

345 \$

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail Aide aux programmes : <https://aidefinanciere.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix en 2011-2012.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à 106 000 \$ en 2011-2012.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

Interscript - accessibilité WEB: 400 \$ pour 2015-2016.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

Refonte : coûts inclus dans le projet de refonte de tout le site web

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

260 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G31

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

RECRÉER : <http://www.recreer.ca/>

En partenariat avec Éco Entreprise Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation du site par Les Évadés en 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Assumé par ÉEQ.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$ en 2019-2020.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le coût de modernisation est inclus dans le coût d'entretien et de mise à jour.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines:

0 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G31

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

ON EN PREND SOIN : <http://onenprendsoin.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation du site par RESSAC MÉDIA en 2014.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à : 42 000 \$ en 2014-2015

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$ en 2019-2020.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines:

0 \$

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

QUESTION GÉNÉRALE N° G31

a) Le nom du site Web:

PORTAIL PNEUS : <https://pneus.recyc-quebec.gouv.qc.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation du site par Connexe Technologies en 2017-2019.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à : 268 000 \$ en 2018-2019

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 0 \$

Soutien technique en 2019-2020 : 12 985 \$ (CONNEXE TECHNOLOGIE INC)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

h) Le responsable du contenu sur le site :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

i) La fréquence moyenne de mise à jour :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines:

45 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G32

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
 - b) le nom de la personne;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;**
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - e) le résultat du travail effectué;**
 - f) les échéances prévues;**
 - g) les sommes impliquées.**
-

Veillez vous référer à la question 8.

QUESTION GÉNÉRALE N° G35

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G36

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G37

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G38

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G39

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G40

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme.

QUESTION GÉNÉRALE N° G41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° G43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour des bris de contrat est de 1 467 \$.

QUESTION GÉNÉRALE N° G44

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G45

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° G46

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G47

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G49

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G52

Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G56

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

QUESTION GÉNÉRALE N° G57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital) :

tel qu'établi dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI)

628 003 \$

b) les grands dossiers en cours :

les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

S.O.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

veuillez vous référer à la réponse de la question 11

QUESTION GÉNÉRALE N° G58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° G59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G61

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Liste des ordres	2019-2020
CPA - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	
BARREAU DU QUÉBEC	
CRHA - ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC	
ACCRÉDITATION EN CONFORMITÉ DE LA PAIE	
TOTAL	11 666 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Firme	Sondage	Coût
Léger Marketing	Évaluation de la campagne publicitaire Recyclemédiàs automne 2019	14 700 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G65

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° G67

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

QUESTION GÉNÉRALE N^o G68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La des liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

QUESTION GÉNÉRALE N° G69

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Aucune.

QUESTION GÉNÉRALE N° G70

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Dépenses publicitaires réalisées : 2019-2020

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

Campagne Masse sur les réseaux sociaux + RecycleMédias (tarif 2018)	1 660 \$ (4% de 40 000\$)
Campagne de sensibilisation grand public mettant en vedette le porte-parole Ti-Mé	13 768 \$ (4% de 344 200\$)

- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Campagne Masse sur les réseaux sociaux + RecycleMédias (tarif 2018)	Valeur des placements web et papier :	3 800 000 \$
Version internet des journaux (portails) 50,7 %		
Version papier des journaux 49,3 %		
Valeur de 28 000 \$ sur le web; 14 000 \$ médias sociaux; 1 660 \$ communautaire. Avec la déduction du CSPQ, le montant s'élève à environ 40 000\$.		
Campagne de sensibilisation grand public mettant en vedette le porte-parole Ti-Mé		
Placement média traditionnel : web 13 %, télé 83 %, communautaire, 4%		344 200 \$
Placement média numérique : médias sociaux 42 %, web 58 %		325 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° G84

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Depuis le 25 janvier 2019, RECYC-QUÉBEC est assujettie à la Loi sur les contrats des organismes publics. Aucune autorisation n'a été requise en ce sens depuis cette date.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° G85

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Référer à la réponse de la question 8.

QUESTION GÉNÉRALE N° G86

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° G89

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.

QUESTION GÉNÉRALE N° G91

Veillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019- 2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

QUESTION GÉNÉRALE N° G92

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Référer à la réponse de la question G15m.

QUESTION GÉNÉRALE N° G93

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectués;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

Aucun pour 2019-2020.

Étude des crédits 2020-2021

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1a) b)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2019-2020, indiquer :

a) la liste des des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Membres du conseil d'administration

Conseil d'administration actuel

MEMBRES

en poste au 28 février 2020

Mandat

		Début	Fin par décret	Membre encore en poste, en continuité de son mandat
Clerc, Patrice	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Delisle, Michel	Membre	2013-05-29	2023-08-20	
Derome, Bertrand	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Fradette, Léo	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Gagné, Sonia	Présidente-directrice générale	2018-03-28	2023-03-27	
Gignac, Hélène	Membre	2019-08-21	2023-08-20	
Giroux, Michel	Membre	2013-05-29	2023-08-20	
Hardy, Jeanne	Membre	2016-10-12	2020-10-11	
Joizil, Karine	Présidente du conseil	2016-04-20	2021-08-19	
Laberge, Monique	Membre	2013-05-29	2016-08-28	**
Racine, Valérie	Membre	2013-05-29	2023-08-20	

Fin de mandat au courant de l'année financière

Aucun

Notes :

* À l'exception de la présidente-directrice générale, les membres du conseil d'administration agissent à titre gracieux.

** Membre encore en poste, en continuité de son mandat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE NO 1c)

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2019-2020, indiquer :

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
(excluant la présidente - directrice générale)

Membres du conseil d'administration	Frais de déplacement et de voyage		Frais de repas	Représen- tation	Réunions du conseil d'administration (repas et loc. de salle)
	Héber- gement	Déplacement (kilométrage, essence, location auto, train, taxi)			
Total	2 364 \$	2 119 \$	1 062 \$		3 451 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2019-2020. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participations;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

TYPE DE LA FORMATION	COÛTS EXTERNES	NOMBRE DE JOURS PARTICIPANTS
Formation en développement personnel	13 032 \$	8.0
Formation en développement spécifique	17 480 \$	33.8
Formation à l'Ordre des comptables professionnels agréés	4 488 \$	19.8
Formation en communication	32 124 \$	86.3
Colloque, Congrès, conférence	2 000 \$	10.0
Atelier de planification stratégique	2 700 \$	0.8

QUESTION PARTICULIÈRE NO 3

Sommes dépensées en 2019-2020 (et prévisions pour 2020-2021) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veuillez vous référer à la question générale no 57.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Firme	Sondage	Coût
Léger Marketing	Évaluation de la campagne publicitaire Recycle Médias automne 2019	14 700 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
COMMUNICATIONS TRANSCRIPT	Traduction rapport annuel Recyc -Québec; Bilan de la gestion des Matières résiduelles; Contenu web- La vie en brun Programme de reconnaissance des centres de tri de résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) Entente de partenariat avec Circle Economy Autres documents et présentations	15 476 \$
3R MCDQ	Traduction d'un document sur les fines de CRD	700 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Campagne Réal & Lise	Campagne de sensibilisation grand public et entreprises, à la réduction à la source par l'utilisation de tasses et de vaisselle réutilisables	Maître D	24 900 \$
Campagne avec le porte-parole Ti-Mé (2019-2020)	Conception de campagne publicitaire intégrée portant sur la gestion des matières résiduelles 2019, mettant en vedette le porte-parole, Ti-Mé	Les Productions Claude Meunier inc.	150 000 \$
Campagne RecycleMédias (tarif 2017)	Campagne de sensibilisation portant sur la récupération des matières recyclables de la collecte sélective municipale, diffusée dans les journaux et les portails web des entreprises, assujetties à l'échelle du Québec (RecycleMédias, tarif 2017)	CART1ER	97 698 \$
Campagne grand public de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles (hiver 2020)	Création et production de la campagne intégrée portant sur la gestion des matières résiduelles, incluant la campagne RecycleMédias, tarif 2018, dans les journaux et portails web du Québec, ainsi qu'une campagne de masse sur le web et les réseaux sociaux	Centre de services partagés du Québec	1 128 535 \$
	Production de la campagne grand public hiver 2020 (télévision, web, marketing de contenu, affichage numérique), sur la gestion des matières résiduelles, avec le porte-parole Ti-Mé	Les Évadés inc.	335 811 \$
Campagne IOR+	Promotion du programme de reconnaissance ICI on recycle + pour le grand public et les industries, commerces et institutions (ICI)	Agence Dialekta inc.	40 000 \$
Campagne application mobile	Production d'une plateforme graphique web pour promouvoir l'utilisation de l'application mobile et des trucs pour bien trier	Agence Dialekta inc.	21 000 \$
Campagne Portes ouvertes dans les centres de tri	Production de capsules vidéos montrant le chemin parcouru par la matière du centre de tri au recycleurs-conditionneurs, en montrant la production d'un nouveau produit	AlphaPresse inc.	49 239 \$
	Production de la campagne faisant la promotion des portes ouvertes dans les centres de tri et assurant la diffusion des capsules vidéos	Agence Dialekta inc.	14 848 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Entreprises, formation et insertion au travail (ENV 8M\$)

VOLET 2 - Investissements dans les opérations et les installations		
LE CENTRE DE RÉCUPÉRATION RÉ-UTILES INC.	Achat d'une bâtisse et réaménagement de la ressourcerie	49 341 \$
DÉVELOPPEMENT DURABLE RIVIÈRE DU NORD	Projet en économie sociale	1 803 \$
MICROCRÉDIT MONTRÉAL (LANGE BLEU)	Service de culottes d'incontinence lavables	12 906 \$
RESSOURCERIE DES FRONTIÈRES	Consolidation et expansion de la Ressourcerie des	3 147 \$
SOLIDARITÉ FAMILLES DUBERGER-LES	Subvention dans opérations et installations	2 522 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires locaux & régionaux, (Programme d'Initiatives Locales en Environnement -PILE)

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage (3R)		
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE L'ARBRE	Accompagnement d'organisations ICI	7 000 \$

Regroupement des ICI -Volet 3 -

Accroître la performance de récupération et mise en valeur des matières résiduelles

GRUPE LECLERC ARCHITECTURE + DESIGN INC.	volet 3	4 650 \$
--	---------	----------

Regroupement des ICI : Transition vers l'économie circulaire (APTEC)

CHAMBRE DE COMM & IND. DU COEUR-DU-QUÉBEC	volet 3	43 888 \$
CIRADD - CENTRE D'INITIATION À LA RECHERCHE & AIDE	volet 3	41 104 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	volet 3	50 522 \$
COMITÉ 21 QUÉBEC	volet 3	39 671 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT CAPITALE-NATIONALE	volet 3	54 000 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	54 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	volet 3	54 000 \$
PME MTL EST-DE-L'ÎLE	volet 3	54 000 \$
SADC DE LA RÉGION DE MATANE	volet 3	54 000 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
SADC DU KAMOURASKA INC.	volet 3	54 000 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVEL. ÉCONOMIQUE DE DRUMMONDVILLE	volet 3	13 403 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	volet 3	54 000 \$

Performance centres de tri -Appel à proposition Volet I

RÉGIE DES MAT. RÉSIDUELLES DU LAC ST-JEAN	Collecte, conditionnement et recyclage du polystyrène	6 960 \$
---	---	----------

Programme Réduction à la source: Gaspillage alimentaire & Écogestion chantier

GROUPE AGÉCO	V3 - EC015/2526-Écogestion de chantier	54 778 \$
--------------	--	-----------

Programme gestion des matières résiduelles des Constructions Rénovation Démolition CRD

3RMCDQ	Projet sur la récupération du Gypse	49 597 \$
3RMCDQ	Implantation de meilleures pratiques pour recyclage du bois	46 870 \$
CERMIM	Recyclage de bardeaux dans l'asphalte	51 556 \$
ÉCOHABITATION	Réduction à la source des revêtements en habitation	15 878 \$
SANEXEN PHASE B-C	Valorisation des fractions fines	30 580 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Récupération à la source et valorisation de gypse	22 524 \$
VILLE DE LÉVIS	Promotion de la récupération des résidus CRD dans les écocentres privés et projet de chantier vert de l'usine Gilmour	123 507 \$

Programme de performance dans le SECTEUR DES ICI

CERMIM - PROJET CORDAGES	Valorisation des cordages générés par le secteur de la pêche, du transport maritime et aérien	27 329 \$
CTTEI - CONSORTIUM MUTREC	Valorisation de textiles provenant de vêtements corporatifs, uniformes et invendus	21 310 \$
GROUPE IMMOBILIER DESJARDINS	Acheminement de matériel de bureau dans des pays en voie de développement	30 000 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Projet pilote d'emballage de 6 collectes de porte-à-porte pour les emballages de distribution qui ne sont pas dans la collecte sélective	13 000 \$

PQGMR -AIDES PTMOBC/ACDC -18-22

MUNICIPALITÉ DE MILLE-ISLES	Aide au compostage domestique et communautaire (ACDC)	3 511 \$
MUNICIPALITÉ DE MANDEVILLE	Aide au compostage domestique et communautaire (ACDC) - 2018	5 307 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS-DE-BRANDON	Aide au compostage domestique et communautaire (ACDC) - 2018	1 862 \$

État de situation, au 31 mars 2020, des débouchés du verre au Québec. Fournir les avis et les études produites par le ministère ou commandées par le ministère afin :

- a) d'améliorer le traitement et le recyclage du verre au Québec;**
- b) la possibilité de consigner tous les contenants de verre.**

État de la situation au 31 mars 2020 des débouchés du verre au Québec :

Bien que la situation du verre ne soit pas encore considérée comme réglée, le recyclage du verre au Québec avance doucement dans la bonne direction.

Le Bilan de gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC réalisé en 2015 faisait état d'un taux de recyclage de seulement 14 % pour l'ensemble du verre généré. Les données du Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec, réalisé par RECYC-QUÉBEC, indique que 28 % du verre généré par les résidences a été acheminé au recyclage en 2018. Ce chiffre est donc en hausse par rapport à 2015, bien qu'il reste encore 72 % du verre qui est soit mis dans les déchets par les citoyens, soit rejeté par les centres de tri ou destiné à d'autres fins que le recyclage (utilisé dans les lieux d'enfouissement comme matériel de recouvrement ou autres usages).

Initiatives récentes :

Dans les dernières années, la société d'État a soutenu des projets visant à améliorer le tri et à développer de nouveaux débouchés pour le verre de la collecte sélective par un apport financier de plus de 4 millions de dollars au cours des cinq dernières années.

Ce soutien s'est matérialisé par un appui à des projets de micronisation du verre pour le béton, la production de dalles écologiques à partir de verre et l'implantation de trieurs optiques afin de récupérer le verre de la collecte sélective. Il est toutefois important de constater que ces débouchés prennent du temps à se positionner dans leur marchés et peinent à créer une demande constante et croissante.

Prévisions des démarches pour 2020-2021:

RECYC-QUÉBEC continuera ses travaux d'analyse et de soutien de la filière quant à la mise en place d'options de récupération pour le verre et quant au développement de débouchés diversifiés.

Suite à l'annonce de l'élargissement de la consigne le 30 janvier 2020, notamment aux contenants de verre prêt à boire de 100ml à 2L, la Société des alcools du Québec, l'association des brasseurs ainsi que d'autres associations représentant la quasi-totalité des contenants de boissons en verre au Québec, soit plus de 120 000 tonnes annuellement, travaillent en collaboration au sein d'un consortium sur la modernisation de la consigne. La gestion de la fin de vie du verre afin d'atteindre des taux de récupération et de recyclage de 75% en 2025 et de 90% en 2030 font parties des analyses en cours sur la modernisation de la consigne.

De plus, dans le cadre de programmes d'aide financière récemment annoncés au début de 2020 en marge de l'annonce par le gouvernement de la modernisation du système de collecte sélective, plus de 30 M\$ ont été annoncés pour soutenir le développement des filières, dont le verre. Au cours des derniers mois plusieurs entreprises ayant des projets de conditionnement de verre ont déposé une demande dans l'un des différents programmes d'aide financière mis en place. Ceux-ci visent à accroître de façon importante la capacité de traitement du verre au Québec au cours des prochaines années ou à sécuriser des débouchés pour des installations de traitement du verre déjà existantes.

État de la mise en place, au 31 mars 2020, de l'élargissement de la consigne au Québec. Fournir avis, études et analyses produites par le ministère ou commandés par celui-ci afin :

- a) d'évaluer le nombre d'entreprises qui auront la responsabilité financière, opérationnelle et communicationnelle du nouveau système ;**
 - b) d'identifier les projets pilotes qui seront mis en place dans certaines municipalités du Québec afin d'évaluer le nouveau système de consigne ;**
 - c) d'évaluer les objectifs de récupération prévus par le ministère ;**
 - d) Fournir une ventilation des sommes engagées en 2020-2021 pour l'élargissement de la consigne.**
-

Le 30 janvier 2020, le gouvernement du Québec annonçait la modernisation de la consigne et son élargissement à tous les contenants de boissons mis en marché au Québec de 100 ml à 2L en plastique, verre, métal et carton multicouches. Plus de quatre milliards de contenants seront désormais consignés annuellement.

Le 25 février 2020, RECYC-QUÉBEC et la direction des matières résiduelles du ministère ont organisé conjointement deux rencontres d'information sur la modernisation de la consigne afin d'en partager les paramètres de base ainsi que l'approche réglementaire visée de responsabilité élargie des producteurs (REP). La première fut dédiée aux producteurs et premiers metteurs en marché de boissons visées et la deuxième aux parties prenantes de la consigne (représentant des municipalités, OSBL environnementales, Coopératives des valoristes, conditionneurs et recycleurs de matière, etc.)

D'ici la mise en opération de la consigne modernisée prévue à l'automne 2022, l'industrie a reçu du Ministre de l'environnement la commande de déposer un plan opérationnel et financier du futur modèle de consigne d'ici le 31 janvier 2021.

Afin d'accompagner adéquatement l'industrie face à cette nouvelle responsabilité, le Ministre a confié à RECYC-QUÉBEC le suivi des travaux de l'industrie. RECYC-QUÉBEC a dédié 1 M\$ aux projets d'accompagnement tels que des analyses, études et pilotes terrains permettant d'alimenter la réflexion de l'industrie visée et conséquemment son plan opérationnel et financier du futur modèle de consigne.

Au courant des mois de février et mars 2020, plusieurs associations de producteurs se sont réunies au nom d'un « consortium sur la modernisation de la consigne ». Ce consortium réunit aujourd'hui les organisations suivantes :

- Association des brasseurs du Québec (ABQ);
- Association canadienne des boissons (CBA);
- Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ);
- Société des alcools du Québec (SAQ);
- Association des négociants embouteilleurs de vins (ANEV);
- Conseil du vin du Québec (CVQ);
- Association des producteurs de cidres du Québec;
- Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ);
- Conseil canadien du commerce de détail (CCCD);
- Association des détaillants en alimentation du Québec (AQDA);
- Association des restaurateurs du Québec (ARQ);
- Restaurants Canada.

Le consortium est somme toute représentatif de l'industrie, notamment puisque ces associations représentent les entreprises qui mettent en marché au Québec la quasi-totalité des volumes de boissons visées par la modernisation de la consigne.

En mars 2020, il a été entendu entre le consortium et RECYC-QUÉBEC que la complexité du dossier au niveau de la gestion des parties prenantes, ainsi que des aspects techniques et économiques du projet, requièrent le recours à une tierce partie spécialisée et indépendante pour la coordination et la réalisation des travaux visant le dépôt du plan opérationnel et financier au nom des industries dans l'échéancier proposé par le gouvernement. Un mandat d'accompagnement par des experts externes sera réalisé d'ici

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

la fin de l'été 2020 afin de développer des scénarios opérationnels et financiers ainsi que de recommander des projets pilotes (travaux en cours).

Sommes engagées en 2020-2021 :

- 1 M\$ de RECYC-QUÉBEC : Accompagnement de l'industrie pour des études, analyses et projets pilotes.
- 8 M\$ de RECYC-QUÉBEC dans un programme d'aide financière : Soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec (fin du programme le 31 mars 2023)

QUESTION PARTICULIÈRE N° 113

Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts des mesures pour la mise en place et la pérennisation de l'élargissement de la consigne.

Le plan opérationnel et financier de la modernisation de la consigne devra être déposé d'ici le 31 janvier 2021 par l'industrie des boissons visées par le projet de modernisation sous l'approche réglementaire de la responsabilité élargie des producteurs (REP).

Celui-ci fera l'objet d'une réflexion en profondeur de la part de l'industrie et impliquera la mise en place de pilotes pour valider des hypothèses. Il est donc trop tôt pour connaître les coûts associés au nouveau réseau de la consigne élargie puisque l'actuel travail de l'industrie implique une révision en profondeur de l'ensemble des aspects opérationnels, logistiques, économiques et technologiques de la consigne.

Pour accompagner l'industrie des boissons, RECYC-QUÉBEC a engagé des sommes en 2020-2021 :

- 1 M\$: Accompagnement de l'industrie pour des études, analyses et projets pilotes.
- 8 M\$: Soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec (fin du programme le 31 mars 2023)

Sommes dépensées en 2019-2020 pour favoriser le traitement et le recyclage de verre ainsi que les sommes prévues pour 2020-2021.

SOMMES DÉPENSÉES POUR 2019-2020

Aucune somme dépensée en 2019-2020

SOMMES PRÉVUES POUR 2020-2021

Le 21 mars 2019, dans le cadre du Discours sur le Budget 2020-2021, un investissement de 100 M\$ sur 5 ans a été annoncé pour améliorer la gestion des matières résiduelles au Québec. Notamment, le secteur des matières recyclables, particulièrement les plastiques et le verre, est visé par cet investissement.

- De façon générale, le gouvernement prévoit des investissements de 20 M\$ pour soutenir et moderniser les centres de tri, notamment de la collecte sélective, afin d'améliorer la qualité de la matière.
- On prévoit également 20 M\$ afin de soutenir les innovations technologiques et le développement des débouchés.

Pour le moment, aucun projet ou programme précis n'a été développé dans le cadre des sommes du budget 2020-2021.

Le 11 février 2020, la modernisation du système de collecte sélective a été annoncée de même que le plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Par la même occasion, des programmes d'une valeur de plus de 30 M\$, administrés par RECYC-QUÉBEC ont été annoncés afin de soutenir le développement des filières, dont le verre.

Plusieurs de ces programmes permettent à des entreprises souhaitant conditionner ou recycler le verre de déposer une demande d'aide financière. De plus, RECYC-QUÉBEC a annoncé le 10 juin 2020 un nouveau programme d'aide afin de favoriser le recyclage ou le réemploi des contenants de boissons, dont plusieurs sont fabriqués en verre. Pour le moment aucune somme n'a encore été versée pour des projets de conditionnement ou recyclage de verre, bien que plusieurs dossiers reçus soient en analyse.

État de situation, au 31 mars 2020, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Le premier ministre et le ministre de l'environnement ont annoncé le 30 janvier 2020 la modernisation du système de consignation afin d'accroître la performance environnementale quant à la récupération et au recyclage des contenants de boissons. Il apparaît primordial, afin de redonner confiance aux citoyens dans leur geste environnemental visant le recyclage, de revoir les systèmes de récupération de la consigne et de la collecte sélective tout en renforçant leur complémentarité plutôt que les opposer.

Cette annonce s'inscrit dans la perspective d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables.

Le projet de consigne vise les contenants de boissons de 100 ml à 2 L « prêts à boire », il visera donc la matière des contenants de boissons qu'ils soient en plastique, verre, métal ou carton multicouche plutôt que le contenu comme c'est le cas depuis plus de 30 ans en ciblant la bière et la boisson gazeuse uniquement.

Le projet de consigne visera à terme plus de 4 milliards de contenants de boissons, dont plus de 1 milliard de bouteilles d'eau en plastique. Seront notamment exclues les boissons vendues dans des emballages souples comme les viniers, les sacs de lait, les contenants où la boisson est ajoutée au point de vente, ainsi que les contenants à remplissage multiple.

Le montant de la consigne sera uniformisé à 0,10 \$ pour tous les produits visés, à l'exception des vins et spiritueux en verre, dont le montant s'établira à 0,25 \$. Ceci devrait simplifier le fonctionnement du système. Le gouvernement souhaite que le montant de la consigne soit suffisamment élevé pour améliorer le taux de récupération et qu'il soit uniformisé afin de simplifier la vie du consommateur et de l'ensemble des acteurs du système.

En fixant des objectifs de récupération et de recyclage ambitieux de 75 % en 2025 et de 90 % des contenants de boissons, le gouvernement responsabilise les producteurs et premiers metteurs en marché.

Cette approche de responsabilité élargie des producteurs prévoira des exigences minimales, outre la mise en place d'une consigne, afin d'encadrer le déploiement de ce système modernisé, tout en laissant aux producteurs la flexibilité du plan opérationnel et financier nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement.

Les producteurs et premiers metteurs en marché visés par la nouvelle consigne devront se réunir autour d'un gestionnaire de consigne unique et dédié, reconnu par RECYC-QUÉBEC. Celui-ci sera responsable de la mise en place du futur réseau de récupération et d'assurer le cheminement des matières dans la chaîne de valeur en vue de leur recyclage. Des recommandations via un plan opérationnel et financier seront déposées par l'industrie auprès du gouvernement d'ici le 31 janvier 2021.

Au courant de l'année 2020, RECYC-QUÉBEC, en collaboration avec Boissons Gazeuses Environnement, accompagnera les producteurs et premiers metteurs en marché de boissons afin de réaliser des études et pilotes terrains permettant d'apporter des données manquantes dans la préparation d'un plan opérationnel et financier du futur modèle de consigne. Un budget de 1 M\$ de RECYC-QUÉBEC, qui pourrait être bonifié par l'industrie, a été annoncé le 25 février 2020 lors de la rencontre de démarrage dédiée aux producteurs et premiers metteurs en marché.

La mise en opération du nouveau système de consigne modernisé est prévue pour l'automne 2022 pour les contenants de verre, métal et plastique. Les cartons multicouches seront ajoutés au système en 2024.

Le 25 février 2020, RECYC-QUÉBEC et la direction des matières résiduelles du ministère ont organisé conjointement deux rencontres d'information sur la modernisation de la consigne afin d'en partager les paramètres de base ainsi que l'approche réglementaire visée de responsabilité élargie des producteurs (REP). La première fut dédiée aux producteurs et premiers metteurs en marché de boissons visées et la deuxième aux parties prenantes de la

ÉTUDE DES CRÉDIT 2020-2021 RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

consigne (représentant des municipalités, OSBL environnementales, Coopératives des valoristes, conditionneurs et recycleurs de matière, etc.)

D'ici la mise en opération de la consigne modernisée prévue à l'automne 2022, l'industrie a reçu du Ministre de l'environnement la commande de déposer un plan opérationnel et financier du futur modèle de consigne d'ici le 31 janvier 2021.

Afin d'accompagner adéquatement l'industrie face à cette nouvelle responsabilité, le Ministre a confié à RECYC-QUÉBEC le suivi des travaux de l'industrie. RECYC-QUÉBEC a dédié 1 M\$ aux projets d'accompagnement tels que des analyses, études et pilotes terrains permettant d'alimenter la réflexion de l'industrie visée et conséquemment son plan opérationnel et financier du futur modèle de consigné.

Au courant des mois de février et mars 2020, plusieurs associations de producteurs se sont réunies au nom d'un « consortium sur la modernisation de la consigne ». Ce consortium réunit aujourd'hui les organisations suivantes :

- Association des brasseurs du Québec (ABQ);
- Association canadienne des boissons (CBA);
- Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ);
- Société des alcools du Québec (SAQ);
- Association des négociants embouteilleurs de vins (ANEV);
- Conseil du vin du Québec (CVQ);
- Association des producteurs de cidres du Québec;
- Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ);
- Conseil canadien du commerce de détail (CCCD);
- Association des détaillants en alimentation du Québec (AQDA);
- Association des restaurateurs du Québec (ARQ);
- Restaurants Canada.

Le consortium est somme toute représentatif de l'industrie, notamment puisque ces associations représentent les entreprises qui mettent en marché au Québec la quasi-totalité des volumes de boissons visées par la modernisation de la consigne.

En mars 2020, il a été entendu entre le consortium et RECYC-QUÉBEC que la complexité du dossier au niveau de la gestion des parties prenantes, ainsi que des aspects techniques et économiques du projet, requièrent le recours à une tierce partie spécialisée et indépendante pour la coordination et la réalisation des travaux visant le dépôt du plan opérationnel et financier au nom des industries dans l'échéancier proposé par le gouvernement. Un mandat d'accompagnement par des experts externes sera réalisé d'ici la fin de l'été 2020 afin de développer des scénarios opérationnels et financiers ainsi que de recommander des projets pilotes (travaux en cours).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 116

Depuis le 1er mars 2019, détailler les mesures mises en place par le ministère afin de bonifier l'offre de service des centres de tri et d'augmenter l'efficacité de ceux-ci ainsi que les sommes dépensées en 2019-2020. Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts de ces mesures pour la mise en place et pour la pérennisation des actions en 2020-2021 et pour les années subséquentes.

Le 14 décembre 2018 RECYC-QUÉBEC a annoncé un nouvel appel de propositions doté d'une enveloppe de 3,5 M\$ visant à soutenir la mise en place de projets porteurs visant à favoriser un meilleur tri ainsi que le conditionnement et le recyclage de différents types de fibres au Québec. Cette aide financière permet d'appuyer des projets dont l'objectif est de résoudre des problématiques de marchés touchant les fibres (notamment les papiers mixtes et les journaux) issues de la collecte sélective.

Un premier programme de soutien aux centres de tri a été lancé en juillet 2018 afin d'offrir un soutien rapide aux centres de tri, le temps de mettre en place des solutions à plus long terme pour favoriser le développement d'autres débouchés, notamment locaux. Au cours des deux dernières dates de dépôt (janvier et juillet 2019), le programme a permis d'aider 21 centres de tri pour un total de 2,97 M\$. Le programme se poursuit pour l'année 2020 et, en lien avec la récente crise de la COVID-19, les montants disponibles ont été bonifiés afin de supporter les centres de tri qui ont dû mettre en place des mesures particulières de prévention et d'hygiène pour leurs employés.

Le 11 février 2020, le ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques a annoncé la modernisation du système de la collecte sélective. Un budget totalisant 30,5 M\$ est mis en place afin de soutenir cette modernisation. Il comprend différents programmes de soutien dont deux visent les centres de tri de la collecte sélective, soit le Programme de soutien à la modernisation et au développement des centres de tri de la collecte sélective et de résidus de construction, rénovation et démolition (9,73 M\$, jusqu'en mars 2022) ainsi que le Programme d'aide aux centres de tri de la collecte sélective (7,5 M\$, jusqu'en janvier 2021). Cette modernisation comprend également un Programme de soutien au développement des débouchés et d'innovations technologiques pour le traitement de matières résiduelles au Québec (9,64 M\$ jusqu'en mars 2022). Les centres de tri de matières recyclables de la collecte sélective qui désirent faire du conditionnement des matières qu'ils trient ou améliorer ce conditionnement sont admissibles à ce programme.

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2019-2020.

Les compensations versées aux municipalités sont calculées à partir des coûts déclarés pour une année civile.

Les compensations versées aux municipalités au cours de l'année 2019-2020 totalisent un montant de 153.5 M\$, pour 2019.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 119

Fournir, pour 2019-2020, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC sont calculés sur la base d'une année civile. Ce sont les entreprises contributrices au régime de compensation qui assument ces coûts.

Les municipalités se sont vues accorder une indemnisation de 12.6 M\$ en 2019 pour les frais de gestion et les autres dépenses connexes encourus en 2018. Quant à RECYC-QUÉBEC, le montant équivaut à 3.0 M \$.

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupérées par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines. Fournir les résultats de l'étude produite en 2018 concernant le taux de matière non visée dans la collecte sélective.

Les matières orphelines, ou non visées, représentaient, en 2015, 13,2 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale, en baisse par rapport à 15 % en 2014.

Une mise à jour de cette donnée a été réalisée en 2017-2018, et les résultats indiquent que les matières orphelines, ou non visées, représentent 12,9 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale. Cette donnée a été incluse au Projet de règlement modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles, publié en décembre 2019.

Étude des crédits 2020-2021

Renseignements particuliers requis **Deuxième groupe d'opposition**

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2020

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de demandes d'accès à l'information reçu par le ministère. Nombre de demandes refusées et raison du refus.

Veillez vous référer à la question générale no 86

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 18
2e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2020, taux et tonnage de verre récupéré, taux et tonnage de verre recyclé, taux et tonnage de verre valorisé, taux et tonnage de verre recyclé au Québec, taux et tonnage de verre envoyé à l’enfouissement.

Les résultats de la dernière étude de caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le verre de 78,8%. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de verre acheminées au recyclage et envoyées vers les lieux d'enfouissement aux fins de recouvrement de matières éliminées ou autres usages sont celles du Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec, présentées par RECYC-QUÉBEC dans le Mémoire déposé dans le cadre du mandat d'initiative sur les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre. Ces données indiquent que 46 000 tonnes de verre ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri en 2018 et que 78 000 tonnes de verre ont été expédiées vers des lieux d'enfouissement aux fins de recouvrement ou autres usages. Le taux d'acheminement aux fins de recyclage du verre provenant des résidences a quant à lui été de 28 % en 2018, comparativement à 14 % en 2015.

Catégorie	Matière	Taux de récupération 2012-2013	Taux de récupération 2015-2017
Verre	Bouteilles non consignées en verre de boisson alcoolisée	85,1 %	86,9 %
	Bouteilles non consignées en verre de boisson non alcoolisée	83,7 %	76,0 %*
	Contenants alimentaires en verre	59,2 %	61,9 %
Moyenne – Verre		77,2 %	78,8 %*

Sources: [Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)
[Mémoire déposé dans le cadre du mandat d'initiative sur les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre](#)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 19
2e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2020, taux et tonnage de papier/carton récupéré, taux et tonnage recyclé, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage envoyé à l'enfouissement.

Les résultats de la dernière étude de caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le papier/carton de 71,4 %. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de papier/carton acheminées au recyclage sont celles du Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec, publiées en novembre 2019. Le Bilan 2018 indique que 642 000 tonnes de papier/carton ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri, soit une baisse de 9% comparativement à l'année 2015. Le taux d'acheminement aux fins de recyclage de papier/carton provenant des résidences en 2018 a quant à lui été de 71 %, une diminution de 8 % comparativement à 2015

Catégorie	Matière	Taux de récupération 2012-2013	Taux de récupération 2015-2017
Journaux, imprimés et contenants et emballages de papier et carton	Journaux	83,8 %	85,3 %
	Encarts et circulaires en papier journal	85,4 %	85,1 %
	Catalogues et documents reliés	80,2 %	82,4 %
	Revue et magazines	84,2 %	85,6 %
	Bottins	90,0 %	81,6 %
	Papier à usage général / Papier de bureau	66,2 %	56,8 %
	Autres imprimés	57,7 %	58,8 %
	Livres	82,8 %	82,6 %
	Emballages de papier kraft	31,8 %	23,2 %
	Sacs d'emplètes de papier kraft	34,4 %	41,3 %
	Carton ondulé	70,9 %	77,5 %
	Contenants laminés en fibres	26,2 %	26,1 %
	Papier laminé	14,3 %	24,9 %
	Contenants de fibres composites	42,2 %	50,5 %
	Carton pressé	49,2 %	58,1 %
	Carton plat d'emballage	57,3 %	62,6 %
	Autres emballages de papier	50,3 %	45,1 %
	Contenants à pignon	68,7 %	77,9 %
	Contenants aseptiques	52,3 %	54,9 %
Moyenne – Papier/Carton		70,6 %	71,4 %

Sources: [Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)
[Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec - section collecte sélective](#)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 20
2e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2020, taux et tonnage du plastique récupéré, taux et tonnage recyclé, taux et tonnage valorisé, taux et tonnage recyclé au Québec, taux et tonnage de verre envoyé à l'enfouissement. Ventiler par catégorie de plastique.

Les résultats de la dernière étude de caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2015-2017 indiquent un taux de récupération global pour le plastique de 34,8 %. Les données ventilées sont reproduites dans le tableau ci-bas. Les dernières données disponibles pour les quantités de plastique acheminées au recyclage sont celles du Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Le Bilan 2018 indique que 59 000 tonnes de plastique ont été acheminées aux fins de recyclage par les centres de tri. Le taux d'acheminement aux fins de recyclage du plastique provenant des résidences a quant à lui été de 25 % en 2018, comparativement à 18 % en 2015.

Catégorie	Matière	Taux de récupération 2012-2013	Taux de récupération 2015-2017
Plastiques	Bouteilles d'eau à remplissage unique, en plastique n°1	63,9 %	72,4 %*
	Bouteilles de boisson non consignées transparentes - clair, bleu ou vert pâle, en plastique n°1	68,3 %	75,8 %*
	Bouteilles de boisson non consignées opaques, en plastique n°1	49,7 %	70,6 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon transparents - clair, bleu ou vert pâle, en plastique n°1	44,5 %	55,2 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon opaques, en plastique n°1	47,0 %	53,3 %*
	Autres emballages opaques, en plastique n°1	44,7 %	45,6 %
	Autres emballages transparents, en plastique n°1	48,8 %	57,3 %*
	Bouteilles de boisson, en plastique n°2	59,6 %	63,3 %*
	Bouteilles et contenants à bouchon, en plastique n°2	63,0 %	69,3 %*
	Autres emballages, en plastique n°2	47,5 %	67,6 %
	Bouteilles et contenants, en plastique n°3	42,2 %	58,1 %*
	Contenants rigides, en plastique n°4	46,5 %	50,9 %
	Contenants rigides, en plastique n°5	41,1 %	42,0 %
	Seaux, chaudières et couvercles, en plastiques n°2 et n°5	31,7 %	34,3 %
	Autres emballages plastiques sans code ou n°7 (non PLA)	28,5 %	41,4 %*
	Contenants et emballages alimentaires, en plastique n°6 expansé	7,2 %	11,5 %
	Contenants et emballages de protection, en plastique n°6 expansé	32,8 %	37,5 %*
	Contenants et emballages, en plastique n°6 non expansé	31,4 %	24,9 %
	Autres sacs et films plastiques et laminés	13,1 %	14,9 %
	Sachets autoportants en plastique (stand up pouches)	20,9 %	34,0 %
	Pellicules et sacs d'emballage, en plastiques n°2 et n°4	21,9 %	34,8 %
	Sacs d'emplettes non dégradables	13,0 %	15,8 %
	Autres films plastiques (non-emballage)	11,1 %	6,2 %
Moyenne – Plastiques		31,7 %	34,8 %

Sources: [Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel - Résultats 2015-2017](#)
[Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles au Québec - section collecte sélective](#)

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21
2^E GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2020, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Veillez-vous référer à la question particulière no 115.

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2019-2020.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 118.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 24
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2019-2020, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 119.

Fournir les résultats atteints pour chaque matière couverte par la REP ainsi que l'évolution de ceux-ci de 2014 à 2020.

Catégorie: Produits électroniques

	Taux de récupération par sous-catégorie										Nb points de dépôt
année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
2014	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1070
2015	51%	3%	62%	40%	8%	7%	N/A	50%	1%	N/A	1062
2018	64%	3%	58%	64%	9%	9%	N/A	67%	1%	N/A	1142

- Sous-catégories:**
- 1: ordinateurs de bureau
 - 2: ordinateurs portables, tablettes et lecteurs de livres électroniques
 - 3: écrans d'ordinateurs et téléviseurs
 - 4: imprimantes, numériseurs, télécopieurs et photocopieurs
 - 5: téléphones cellulaires et satellitaires
 - 6: téléphones sans fil et conventionnels, téléavertisseurs et répondeurs téléphoniques
 - 7: claviers, souris, câbles, connecteurs, chargeurs et télécommandes conçus pour être utilisés avec un produit visé
 - 8: matériel audio et vidéo non portable (ex. consoles de jeux vidéo et leurs périphériques, lecteurs, enregistreurs, graveurs, haut-parleurs conçus pour être utilisés avec un système audio-vidéo...)
 - 9: matériel audio et vidéo portable (ex. baladeurs numériques, récepteurs radios, appareils photos numériques, caméscopes...)
 - 10: autres produits (ex. routeurs, serveurs, disques durs, clés USB, webcams, écouteurs...)

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014, et il n'y en a pas en général pour les sous-catégories 7 et 10

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 ont été publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles

Catégorie: Peintures et leurs contenants

	Taux de récupération par sous-catégories			Nb points de dépôt
Année	1	2	3	
2015	130%	**	30%	1100
2018	140%	**	36%	1200

- Sous-catégories:**
- 1: peintures au latex
 - 2: peintures à l'alkyde ou à émail, peintures à métal et anti-rouille, autres types de peinture que ceux visés aux paragraphes 1 et 3, teintures, apprêts, vernis, laques, produits de traitement ou de protection du métal, du bois ou de la maçonnerie ainsi que toute préparation de même nature destinée à des fins d'entretien, de protection ou de décoration
 - 3: peintures en aérosols et leurs contenants ainsi que les contenants de toutes sortes utilisés pour la mise sur le marché des produits visés aux paragraphes 1 et 2

Notes:

Les résultats des programmes de REP pour l’année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 ont été publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles

** Les taux de récupération des sous-catégories 1 et 2 sont combinés et présentés dans la colonne de la sous-catégorie 1

Catégorie: Huiles, liquides de refroidissement et antigels, leurs filtres et contenants et autres produits assimilables

Année	Taux de récupération par sous-catégories					Nb points de dépôt
	1	2	3	4	5	
2015	77%	77%	88%	24.5	**	1232
2018	79%	82%	93%	24%	**	1298

Sous-catégories:

1: huiles minérales, synthétiques ou végétales qui sont destinées à la lubrification, à l'isolation ou au transfert de chaleur dans des véhicules ou équipements motorisés ou au fonctionnement des systèmes hydrauliques ou de transmission ainsi que les fluides à freins, à l'exclusion des huiles qui se consomment à l'usage telles que les huiles destinées à être mélangées au carburant d'un moteur à combustion, les huiles à glissière de machine-outil, les huiles à chaîne pour scie mécanique, les huiles pour étirage, estampage, formage ou démoulage, les huiles de forage, les huiles de lubrification pour convoyeur, les huiles de dépoussiérage, les huiles pénétrantes et les huiles antirouille

2: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 1, incluant ceux utilisés pour la mise sur le marché des huiles exclues à ce paragraphe, ainsi que les contenants aérosols utilisés pour la mise sur le marché de nettoyeurs à freins

3: filtres à huile utilisés pour les moteurs à combustion interne, les systèmes hydrauliques et les transmissions, filtres utilisés pour les systèmes de chauffage au mazout léger et les réservoirs d'entreposage d'huile, filtres à liquide de refroidissement et à antigel ainsi que les filtres à diesel qui sont assimilés à des filtres à huile pour les fins de l'application du présent règlement

4: liquides de refroidissement et antigels utilisés dans des véhicules, de la machinerie ou des équipements motorisés, à l'exception des liquides de refroidissement et antigels d'origine végétale ou utilisés pour le déglçage des aéronefs

5: contenants de 50 litres ou moins utilisés pour la mise sur le marché des produits visés au paragraphe 4 (l'article 52 alinéa 3 permet de déclarer la sous-catégorie 5 en combinaison avec la sous-catégorie 2)

Notes:

Les résultats des programmes de REP pour l’année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de la gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 ont été publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles

** Les taux de la sous-catégorie 5 sont combinés à ceux de la sous-catégorie 2 et indiqués dans la sous-catégorie 2

Catégorie: Lampes au mercure

Année	taux de récupération par sous-catégories			Nb points de dépôt
	1	2	3	
2014	N/A	N/A	N/A	739
2015	35%	7%	30%	768
2018	44%	8%	36%	859

Sous-catégories:

- 1: tubes fluorescents
- 2: lampes fluocompactes
- 3: tout autre type de lampe contenant du mercure

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014

Les résultats des programmes de REP pour l’année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 ont été publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles

Catégorie: Piles et batteries

Année	Taux de récupération par sous-catégories		Nb points de dépôt
	1	2	
2014	N/A	N/A	1922
2015	40%	36%	1545
2018	54%	45%	1365

Sous-catégories:

- 1: les piles rechargeables de toute forme et les batteries constituées de telles piles, à l'exception des piles plomb-acide, des piles conçues pour être utilisées dans un véhicule automobile et des piles conçues et destinées exclusivement à des fins industrielles
- 2: les piles boutons à usage unique, les batteries constituées de telles piles, les autres piles à usage unique et les batteries constituées de telles piles

Notes:

Il n'y avait pas de taux prescrit en 2014

Les résultats des programmes de REP pour l'année 2015 ont été publiés dans le Bilan 2015 de gestion des matières résiduelles.

Les résultats 2018 ont été publiés dans le Bilan 2018 de la gestion des matières résiduelles

QUESTION PARTICULIÈRE N° 26
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'employé par catégorie d'emploi travaillant à RECYC-QUÉBEC.

Veillez vous référer à la question générale n° 15, annexe 15-J

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

**QUESTION PARTICULIÈRE No 27
2^E GROUPE D'OPPOSITION**

Liste des programmes sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC.

Réduction à la source

Économie circulaire

Programmes d'aide financière

Programme de gestion des pneus hors d'usage

Programme de consignation des contenants de bière et de boissons gazeuses

Accompagnement des organismes municipaux dans l'optimisation de leurs gestion des matières résiduelles

Gestion de l'application du Régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables

Accompagnement des municipalités, ICI (industries commerces et institutions) et citoyens pour l'amélioration de la gestion des matières organiques

Accompagnement du secteur des ICI en matière de pratiques de réduction à la source, de réemploi, de récupération des matières recyclables, des matières organiques et des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD)

Accompagnement du secteur de la CRD pour la valorisation des matières résiduelles et la structuration des systèmes de collecte

Programmes d'information, sensibilisation et éducation des citoyens québécois

QUESTION PARTICULIÈRE N° 28
2E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'inspections/vérifications réalisées par RECYC-QUÉBEC pour contrôler les programmes sous sa responsabilité.

RECYC-QUÉBEC a effectué 2 586 inspections/vérifications

QUESTION PARTICULIÈRE N° 29
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de rencontres entre RECYC-QUÉBEC et des lobbyistes inscrits au Registre des lobbyistes. Pour chaque mandat, nommer le titre du mandat, le mandant, le nom des lobbyistes, les personnes rencontrées à RECYC-QUÉBEC et le nombre de rencontres.

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 30
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Le coût des programmes de consigne pour RECYC-QUÉBEC.

Le coût des programmes de consigne pour RECYC-QUÉBEC est de 993 425 \$ pour l'année 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 31
2^e GROUPE D'OPPOSITION

La contribution de Recyc Québec pour les programmes de sensibilisation.

Ces campagnes visent un changement de comportement de la part du citoyen pour diminuer le taux de matières non-visées dans le bac (et notamment augmenter le tonnage et la qualité des matières récupérées par la collecte sélective, et atteindre le taux de récupération de 70 %). La mesure de ce changement se fait lors de la production du bilan annuel de la gestion des matières résiduelles préparé par RECYC-QÉBEC à tous les deux ans.

OBJECTIFS	FOURNISSEURS	DATES	COÛT
Campagne Réal & Lise			
Campagne de sensibilisation grand public et des ICI, à la réduction à la source par l'utilisation de tasses et de vaisselle réutilisables	Maître D	Août à novembre 2019	24 900 \$
Campagne grand public sur les matières résiduelles (RecycleMédias, tarif 2017)			
Campagne de sensibilisation portant sur la récupération des matières recyclables de la collecte sélective municipale, diffusée dans les journaux et les portails web des entreprises assujetties à l'échelle du Québec (RecycleMédias, tarif 2017)	CART1ER	Août à décembre 2019	97 698 \$
Campagne grand public de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles			
Création et production de la campagne intégrée portant sur la gestion des matières résiduelles, incluant la campagne RecycleMédias, tarif 2018, dans les journaux et portails web du Québec, ainsi qu'une campagne de masse sur le web et les réseaux sociaux	Centre de services partagés du Québec	Janvier à décembre 2019	1 128 535 \$
Campagne Portes ouvertes dans les centres de tri			
Capsules vidéos montrant le chemin parcouru par la matière du centre de tri au recycleurs-conditionneurs, en montrant la production d'un nouveau produit	AlphaPresse inc.	Août à octobre 2019	49 239 \$
Campagne faisant la promotion des portes ouvertes dans les centres de tri et assurant la diffusion des capsules vidéos	Agence Dialekta inc.	Septembre et octobre 2019	14 848 \$

Campagne IOR+			
Promotion du programme de reconnaissance ICI on recycle + pour le grand public et les industries, commerces et institutions(ICI)	Agence Dialekta inc.	Septembre à décembre 2019	40 000 \$
Campagne avec le porte-parole Ti-Mé (2019-2020)			
Campagne publicitaire intégrée mettant en vedette le porte-parole Ti-Mé sur la gestion des matières résiduelles	Les Productions Claude Meunier inc.	Avril 2019 à mars 2020	150 000 \$
Campagne grand public de sensibilisation à la gestion des matières résiduelles (hiver 2020)			
Production de la campagne grand public hiver 2020 (télévision, web, marketing de contenu, affichage numérique), sur la gestion des matières résiduelles, avec le porte-parole Ti-Mé	Les Évadés inc.	Janvier à mars 2020	335 811 \$
Campagne application mobile			
Production d'éléments visuels web pour promouvoir l'utilisation de l'application mobile et des trucs pour bien trier	Agence Dialekta inc.	Février - mars 2020	21 000 \$
	TOTAL		1 862 031 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

**QUESTION PARTICULIÈRE No 32
2^E GROUPE D'OPPOSITION**

La contribution de RECYC-QUÉBEC au programme Verre l'Innovation.

RECYC-QUÉBEC a été invitée par Éco Entreprises Québec en septembre 2017 à co-piloter le Comité de suivi mis en place afin de suivre les projets pilotes d'expérimentation dans le cadre du programme Verre l'Innovation. Ce comité s'est réuni à trois occasions (la dernière rencontre s'étant tenue en février 2019) et rassemblait des représentants de diverses organisations en lien avec le recyclage du verre. RECYC-QUÉBEC n'a pas contribué aux travaux terrain (échantillonnage dans les centres de tri, suivi des équipements installés, etc.) réalisés dans les différentes projets pilotes, ni à la réalisation du bilan qui a été publié à l'hiver 2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE No 33
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Le titre, le nombre, le coût et le mandataire pour chaque étude à laquelle a contribué financièrement Recyc Québec en 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Nombre d'études durant l'année financière 2019-2020 : 25

Mandataire	Titre	Coût
3R MCDQ (REGROUPEMENT DES RÉCUPÉRATEURS ET DES RECYCLEURS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION DU QUÉBEC)	Étude de modélisation des émissions atmosphériques d'une usine d'enrobés bitumineux faisant usage de bardeaux d'asphalte	40 000 \$
	Étude de faisabilité du traitement des résidus fins	61 283 \$
CENTRE DE TRANSFERT TECHN. EN ÉCOLOGIE INDUST. (CTTÉI)	Chaire Étude industrielle terr. (CTTÉI)	20 000 \$
CHAMARD & ASSOCIÉS INC.	Projet de développement d'une architecture d'analyse pour la conception d'un outil de veille technico-économique en gestion des matières résiduelles	69 495 \$
	Caractérisation matières résiduelles à l'élimination. Territoire1 et 2 et Étude contenants pressurisés et de revêtement de toiture	125 494 \$
COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC	Réalisation d'un projet pilote de récupération de contenants dans les écoles	7 500 \$
CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MTL	Chaire de recherche en valorisation GMR	112 500 \$
DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.	Étude sur la filière du gypse synthétique au Québec	18 555 \$
DIVERT NS	ACV débouchés québécois pour les pneus (LCA Project)	7 387 \$
ÉCOBÂTIMENT	Partenariat Écobâtiment	1 000 \$
EDDEC DIALOGUE ET TRANSFERT	Mise sur pied d'une plateforme WEB collaborative, ci-après appelée «Québec Circulaire», destinée à accompagner la transition de la société québécoise vers une économie circulaire, incluant lancement MOOC	19 000 \$
EXPERTS-CONSEILS STATEX	Étude de caractérisation des matières des centres de tri, conditionneurs ou recycleurs	7 113 \$
FONDATION MONIQUE FITZ-BACK	Partenariat volet Gestion des matières résiduelles19/20	8 625 \$
HOUSTON CONSEILS INC.	Évaluer le poids unitaire moyen des pneus hors d'usage par catégorie et d'élaborer une méthodologie d'évaluation du nombre de pneus hors d'usage par remorque	49 500 \$
LES ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	Évaluation de la performance des pneus remoulés de manière à obtenir des données probantes et objectives, et à les comparer à des pneus à bas prix de conception chinoise ainsi qu'à des pneus de marques nationales	12 500 \$
LES VALORISTES, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	Soutien projet plan d'affaires pour valoristes	15 000 \$
	Mise en place d'un service de retour, de tri et de remboursement de contenants consignés	10 000 \$
METRO VANCOUVER REGIONAL DISTRICT	Étude pancanadienne sur les emballages et gaspillages alimentaires, Partenariat pour " Love Food Hate Waste Canada"	77 200 \$
PLASTIDÉCOVERRE INC.	Réalisation d'un projet pilote de sérigraphie sur canettes de bière	3 833 \$
SOLINOV INC.	Étude sur les émissions d'odeurs liées au compostage de résidus alimentaires collectés en sacs de plastique compostables	7 500 \$
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	Étude de caractérisation ballots - Centres de tri, conditionneurs et recycleurs (Territoire 2)	138 815 \$
	Étude de caractérisation ballots - Centres de tri, conditionneurs et recycleurs (Territoire 1)	91 723 \$
	Étude ACV et gestion de fin de vie appareils ménagers-	9 760 \$
Université Laval	Développement de débouchés issus du recyclage de pneus hors d'usage	49 880 \$
VEI - Grappe Indust. Véhicules Électriques & Intelligents QC	Étude sur développement filière des batteries lithium au Québec	12 500 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC**

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 35
2E GROUPE D'OPPOSITION**

En vertu de l'entente entre RECYC-QUÉBEC et les fabricants de bières, qui prévoit des pénalités sur chaque contenant à remplissage unique vendu au-delà de 37,5 % des ventes totales d'une compagnie au Québec. Fournir le % des ventes de bière faite en contenant à remplissage unique et, le cas échéant, le montant des pénalités réclamées aux fabricants.

En 2018, 1,19 milliard de contenants à remplissage unique ont été mis en marché sur un total de 1,54 milliard, soit 77 % des contenants.

L'article 24 ayant été retiré de l'Entente le 31 décembre 2017, aucune pénalité n'a pu être réclamée aux fabricants en 2018.

Étude des crédits 2020-2021

Renseignements particuliers requis **Troisième groupe d'opposition**

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124
3^E GROUPE D'OPPOSITION

État de la situation au 31 mars 2020 des débouchés du verre au Québec.

Veillez-vous référer à la question particulière no 111.

État de situation, au 31 mars 2020, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Veillez-vous référer à la question particulière no 115.

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2019-2020.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 118.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 128
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir, pour 2019-2020, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 119.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 129
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de RECYC-QUÉBEC et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Veuillez-vous référer à la question particulière no 120.